



IV LE COMPTE CAPITAL ET FINANCIER

Tel que mentionné plutôt, ce compte mesure les opérations en capital et les opérations financières des résidents canadiens avec des non-résidents. Il englobe le compte de capital, qui mesure les transferts de capitaux et les avoirs non produits et non financiers, et le compte financier, qui mesure les opérations portant sur des instruments financiers. Les transferts de capitaux comportent un changement de propriété de l'épargne et de la richesse outre-frontière, sans contrepartie, tandis que les opérations sur les avoirs non produits et non financiers créent un droit et une obligation pouvant engendrer des mouvements d'argent ou d'autres éléments d'actif. Les opérations sur des instruments financiers donnent le droit de recevoir, ou l'obligation de verser, de l'argent ou d'autres instruments financiers. Il y a deux types d'instruments financiers : les instruments primaires, comme les obligations, les comptes débiteurs et les actions, et les instruments dérivés¹, comme les options financières, les contrats à terme normalisés et les opérations à terme.

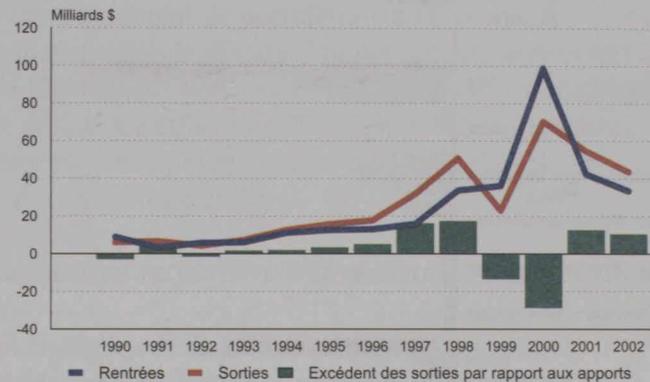
Nous sommes surtout intéressés par le compte financier parce qu'il fournit de l'information sur les activités de financement et d'investissement des résidents canadiens avec des non-résidents. Les opérations sur instruments financiers ont un effet direct sur le solde de l'investissement international d'un pays en créant, supprimant ou modifiant ces éléments d'actif et de passif.

L'investissement direct (flux)

Les flux d'investissement direct canadien à l'étranger (IDCE) ont poursuivi leur baisse en 2002, retranchant environ 20 p. 100 au niveau de l'année précédente. Le recul a été de 21 p. 100 du côté des entrées et de 20 p. 100 du côté des sorties. C'est la deuxième année où il y a contraction des flux d'IED après neuf années consécutives d'expansion. La diminution des entrées d'IED correspond à peu près à la prédiction de la CNUCED d'une baisse de 27 p. 100 des entrées d'IED dans le monde en 2002 (CNUCED : TAD/INF/PR/63 - 24/10/02), tout en étant un peu moins prononcée, ce qui indique que le Canada demeure une destination fort prisée sur le marché concurrentiel de l'investissement mondial.

Figure 4-1

Rentrées, sorties et solde des investissements directs, 1990-2002



La contraction continue des entrées d'IED au Canada traduit deux facteurs : la persistance de la piètre performance économique des autres grandes économies industrialisées et un marché boursier mondial à la baisse. Ces forces se sont conjuguées pour ralentir l'investissement nouveau au Canada et reverser la tendance à la hausse des fusions et acquisitions transfrontières, qui avaient été l'un des principaux moteurs de l'IED entrant ces dernières années. L'activité liée aux fusions et acquisitions transfrontières au Canada a dégringolé de 64,1 milliards de dollars en 2000 à 13,5 milliards de dollars l'an dernier, soit des reculs de 62 p. 100 et de 45 p. 100, respectivement, au cours des deux dernières années.

En 2002, les entrées d'IED au Canada ont atteint 33,6 milliards de dollars, soit 8,9 milliards de dollars de moins que l'année précédente. L'activité nette au titre des fusions et acquisitions était en baisse d'un peu moins de 11,0 milliards de dollars, ce qui est supérieur à la diminution globale des entrées d'IED de 2001 à 2002.

Dans une perspective régionale, les États-Unis ont accaparé la part du lion de l'investissement entrant au Canada ces dernières années. Sauf en 2000, où il y a eu une hausse ponctuelle de l'investissement provenant de l'Union européenne par suite de deux prises de contrôle de sociétés françaises — celle de Seagrams par Vivendi et celle de Newbridge par Alcatel — l'investissement américain au Canada a représenté environ les trois quarts, ou plus, des entrées totales d'IED. L'année 2002 n'a pas fait exception : les investisseurs américains sont à l'origine de près de 25,1 milliards de dollars des 33,6 milliards de dollars d'entrées, soit 74,7 p. 100.